



LRA CRISIS TRACKER

Dossier de Sécurité:
Janvier-Juin 2013

Tables des Matières

Section I: Introduction

Synthèse: 4 Tendances Principales dans l'Activité de la LRA	3-4
Contexte Politique Notable	5

Section II: L'exploitation par la LRA du Vide Sécuritaire en RCA

Forces Armées opérant dans l'est de la RCA	6
Evolutions des Attaques en Masse de la LRA dans l'Est de la RCA	7-8

Section III: La lutte de la LRA pour survivre au Congo

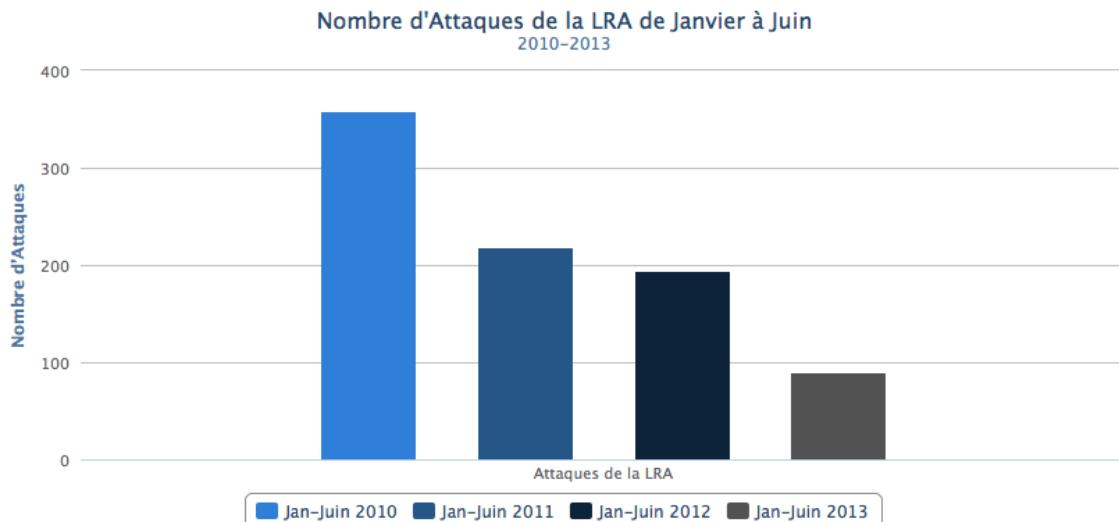
Des Membres de la LRA Communiquent avec des Populations Locales au Congo	9
Baisse des attaques en masse de la LRA au Congo	10
Attaques Menées par la LRA vs. Groupes Armés non Identifiés	11-12

LRA Crisis Tracker Méthodologie	13-14
À propos de la LRA Crisis Tracker	15

Synthèse: 4 Tendances Principales dans l'Activité de la LRA

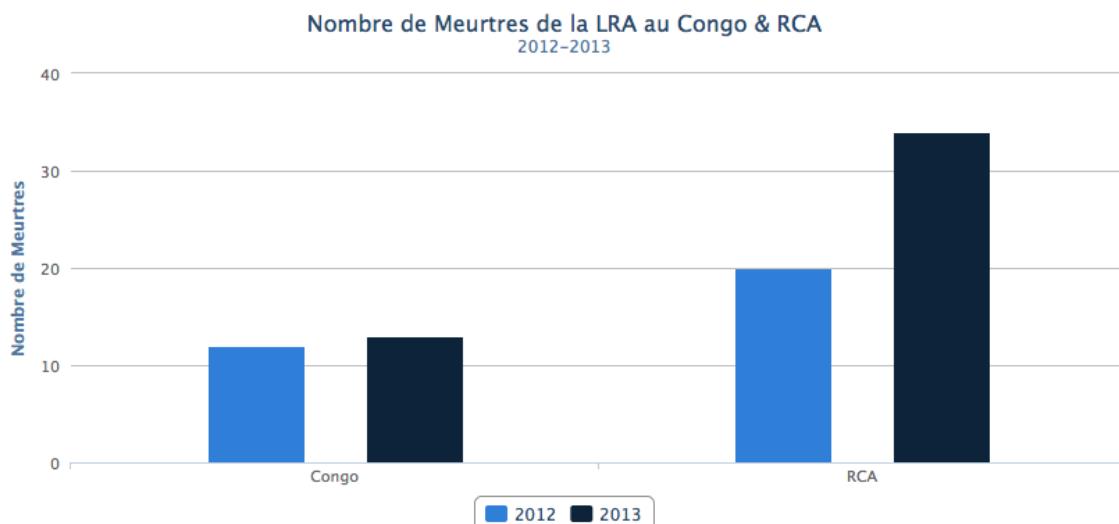
1. Les attaques de la LRA continuent à diminuer, en particulier au Congo

La LRA a commis 90 attaques au cours du premier semestre de 2013, soit une baisse de 54% par rapport aux 194 attaques qu'elle a commise dans la première moitié de 2012. En particulier, la République Démocratique du Congo (Congo) a connu une baisse significative, de 158 attaques de la LRA dans la première moitié de l'année 2012 à 66 dans la première moitié de 2013.



Malgré la diminution du nombre d'attaques, les meurtres par la LRA sont en hausse

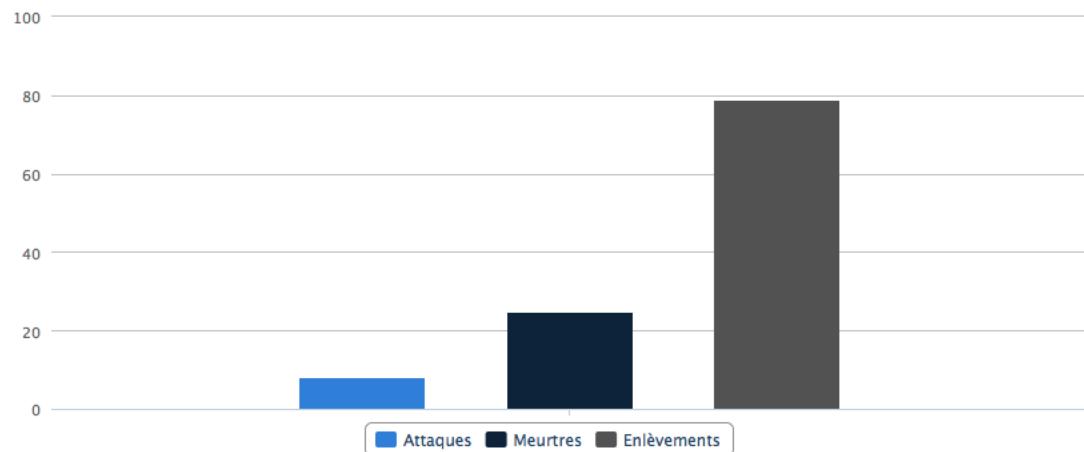
Malgré la baisse spectaculaire des attaques, les forces de la LRA ont tué plus de civils au cours du premier semestre de 2013 (47) que dans la première moitié de 2012 (32), une augmentation de 47%.



3. Des groupes de la LRA exploitent le vide sécuritaire dans l'est de la RCA

La LRA a commis ses attaques les plus notables dans la première moitié de 2013 dans la préfecture du Haut-Kotto, dans l'est de la RCA. Les déploiements de troupes Seleka dans cette région ont limité l'accès aux acteurs humanitaires et de protection, ainsi qu'aux troupes américaines et ougandaises, depuis le coup de mars 2013 à Bangui. Pour juin seul, la LRA a tué 19 civils et enlevé plus de 68 dans le Haut-Kotto. En outre, les archives du LRA Crisis Tracker comprennent 16 attaques supplémentaires signalées comme étant LRA de janvier à juin 2013 dans l'est de la RCA; ces attaques ne figurent pas dans les statistiques utilisées dans ce dossier de sécurité car les acteurs humanitaires et de protection n'ont pas eu la possibilité d'enquêter et de confirmer les rapports.

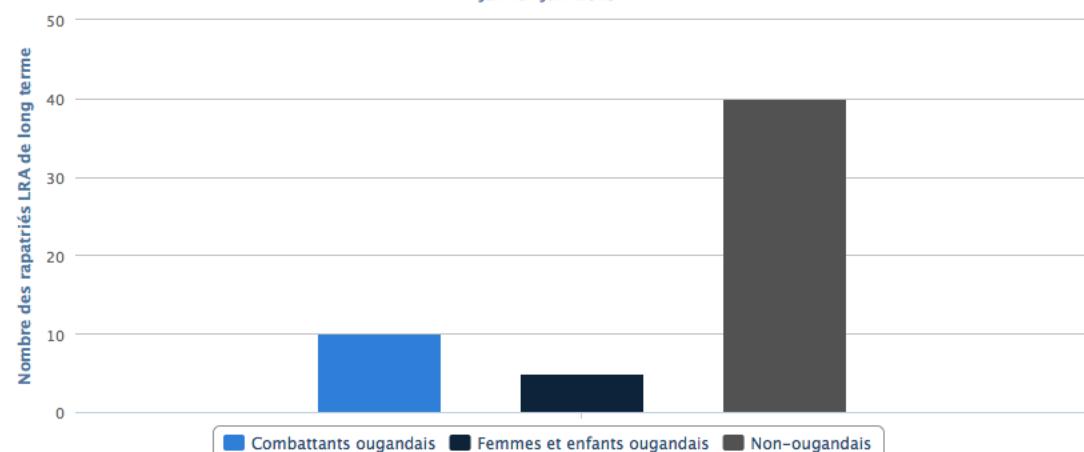
Activité de la LRA dans la préfecture du Haut-Kotto, RCA
Janvier-Juin 2013



4. Près de 5% des combattants ougandais font défection de la LRA

Il reste environ 180-200 combattants ougandais au sein de la LRA, représentant le noyau de sa force de combat. Dans la première moitié de 2013, 8 de ces combattants ougandais ont fait défection en RCA et un autre a fait défection au Congo, ce qui représente une perte de près de 5% de la capacité de combat ougandaise de la LRA. Un autre combattant ougandais de la LRA a été capturé dans le Parc National de la Garamba au Congo à la suite d'un affrontement avec les gardes du parc. En outre, 44 autres personnes qui avaient été avec la LRA pendant six mois ou plus sont revenus de la LRA entre janvier et juin 2013, y compris 28 femmes et enfants libérés par les combattants de la LRA dans le district du Bas Uélé en mars.

les rapatriés LRA de long terme
Janvier-Juin 2013



Note: les rapatriés LRA de long terme consistent en des rapatriés de la LRA qui ont passé six mois ou plus avec le groupe rebelle

Contexte Politique Notable



Inauguration de Michael Djotodia, président autoproclamé de la République Centrafricaine (Reuters)

Seleka ne parvient pas à stabiliser la RCA

Seleka, une coalition de quatre groupes rebelles principalement du nord de la République Centrafricaine (RCA), a renversé le gouvernement du président François Bozizé en mars 2013. Toutefois, les nouvelles autorités, dirigées par le président autoproclamé Michael Djotodia, n'ont pas réussi à établir la sécurité dans Bangui et les villes environnantes depuis le coup d'Etat, et la coalition est de plus en plus fragmentée. Les troupes Seleka continuent à tuer, violer et piller les civils en toute impunité, ce qui provoque un mécontentement généralisé et une agitation périodique.

L'UA lance des forces de paix en RCA

Le 19 juillet, le Conseil pour la Paix et la Sécurité de l'Union Africaine (UA) a autorisé la Mission Internationale de Soutien en RCA sous une direction africaine (AFISM-CAR), qui intégrera des éléments de la Mission existante pour la consolidation de la paix en Centrafrique (MICOPAX). La mission a reçu plusieurs mandats, y compris la protection des civils et la restauration de l'autorité du gouvernement central. Elle opérera aux côtés de la mission de lutte contre la LRA autorisée par l'UA (UA RTF), même si aucun mécanisme pour coordonner les activités et partager l'information n'a encore été établi.

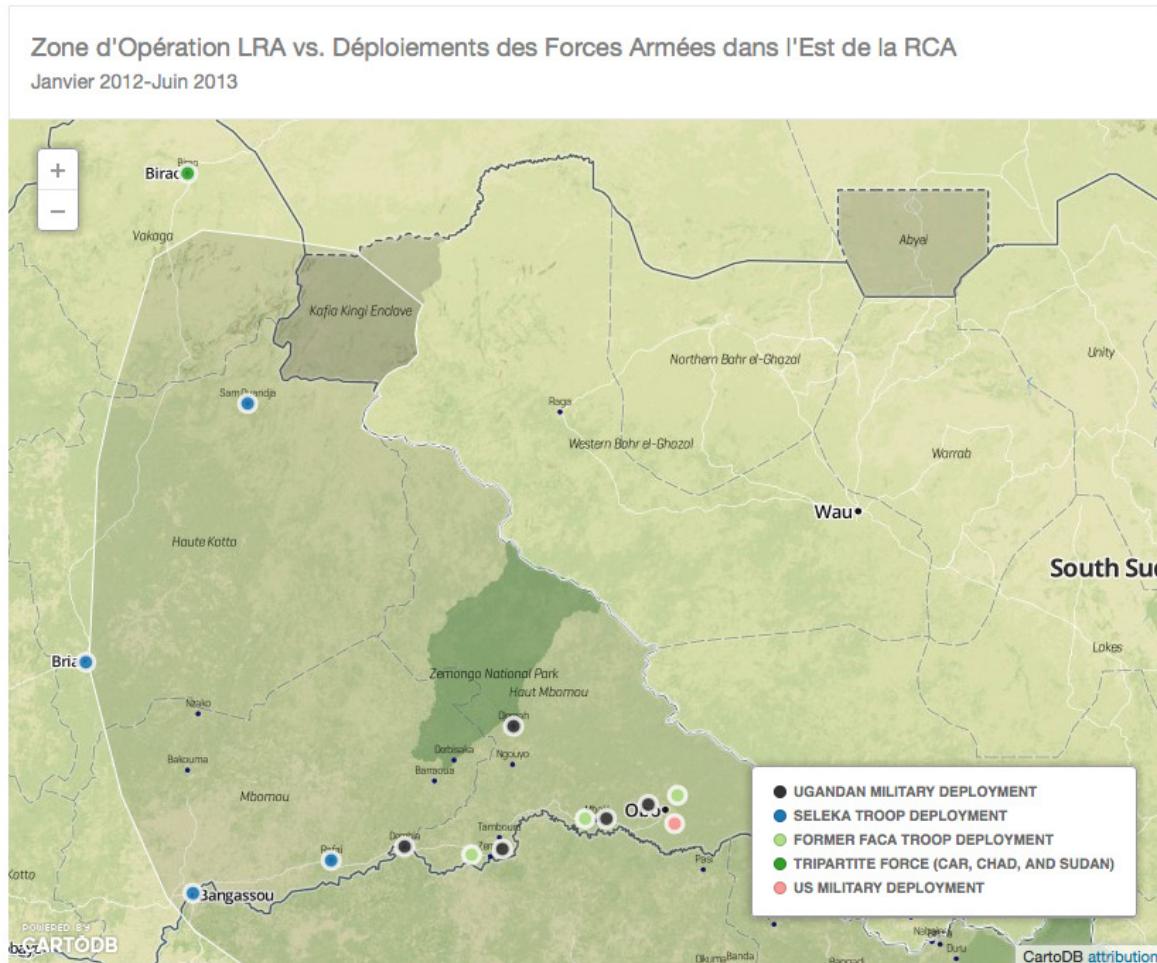
Diplomatie de la part de l'UA ouvre la voie à la reprise des opérations ougandaises

Les troupes ougandaises opérant dans le sud-est de la République Centrafricaine sous l'autorité de la RTF AU avaient officiellement suspendu leurs opérations contre la LRA après le coup de mars 2013. Les tensions entre les nouvelles autorités centrafricaines et les troupes ougandaises ont augmenté après que Djotodia ait menacé d'envoyer des troupes Seleka dans le territoire sous contrôle ougandais suite à une attaque infructueuse sur la ville d'Obo par un nouveau groupe armé. Toutefois, en juin 2013, Djotodia a signé une déclaration réaffirmant son soutien à la UA-RTF et permettant aux troupes ougandaises de reprendre les opérations contre la LRA. Le Conseil de Paix et de Sécurité ainsi que le Conseil de Sécurité de l'ONU ont également encouragé l'armée ougandaise à reprendre les opérations. Le gouvernement ougandais n'a pas encore annoncé officiellement la reprise de ses activités, mais aurait l'intention de le faire.

Kony reste probablement dans l'est de la RCA

Joseph Kony, le chef de la LRA, a souvent bougé entre l'est de la RCA et l'enclave sous contrôle soudanais du Kafia Kingi, une zone contestée à la frontière du Soudan du Sud et du Soudan, depuis 2010. Il a résidé dans Kafia Kingi, où l'Ouganda et d'autres troupes RTF n'ont pas l'autorisation d'opérer, tout au long de la fin de 2012 et au début de 2013. Il aurait ensuite traversé la frontière pour retourner en RCA, mais il pourrait être en train d'opérer dans des zones où les troupes ougandaises ont une capacité logistique limitée pour fonctionner.

Forces Armées opérant dans l'est de la RCA

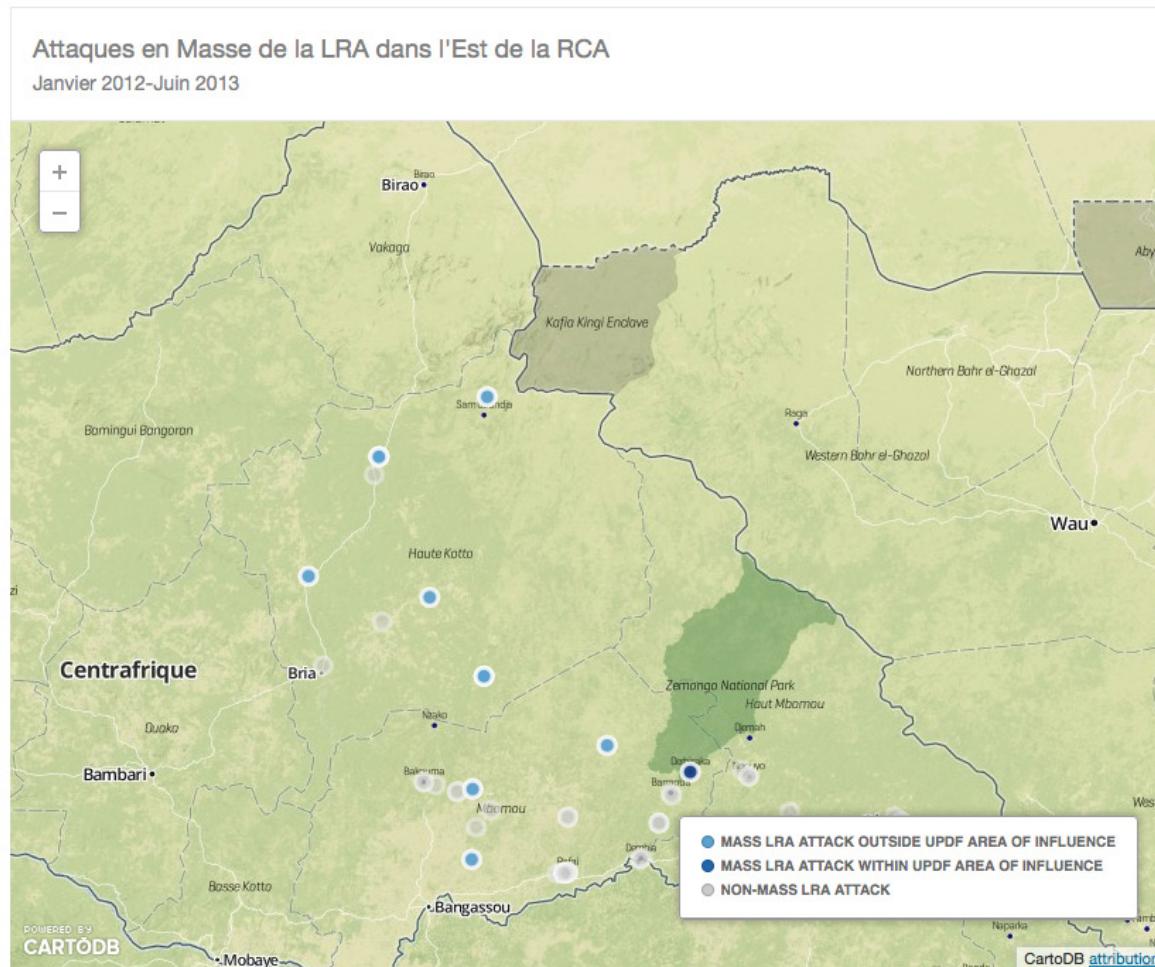


Note: Cette carte n'affiche pas tous les endroits où l'UPDF, Seleka et anciens soldats des FACA sont déployés. La zone d'opération approximative de la LRA (janvier 2012-juin 2013) est représentée par la zone ombrée.

Une mosaïque de forces militaires et d'autres groupes armés opèrent actuellement dans les zones touchées par la LRA de l'est de la RCA. Dans la préfecture du Haut Mbomou, des troupes militaires ougandaises (UPDF) restent en contrôle des grandes villes, mais elles ont fait face à une menace temporaire d'un groupe armé mal équipé qui approchait de la ville d'Obo en avril 2013. Le groupe aurait consisté principalement d'agriculteurs du Soudan du Sud voisin qui auraient été induits en erreur en pensant qu'ils allaient attaquer la LRA. Un petit contingent de troupes des Forces armées centrafricaines (FACA), la force militaire nationale sous le gouvernement destitué de Bozizé, reste également à Obo. Dans la préfecture de Vakaga, la force tripartite - qui rassemble des troupes du Tchad, de la RCA et du Soudan - reste déployée dans la capitale régionale de Birao.

Dans la préfecture de Mbomou, les rebelles Seleka ont occupé et pillé des communautés dans les zones touchées par la LRA après le coup de mars, déplaçant des centaines de personnes le long des routes Bangassou-Rafai et Bangassou-Bakouma. À la mi-juillet, une faction de l'UFDR de Seleka a tenté de prendre le contrôle de Bangassou de la faction CPSK, menant à des affrontements qui ont fait plusieurs morts. Seleka reste également en contrôle du Haut Kotto, avec des troupes déployées dans des villes telles que Bria et Sam Ouandja. Les acteurs humanitaires et de protection ont un accès très limité à la fois au Mbomou et au Haut Kotto, ce qui rend très difficile pour eux d'enquêter et confirmer les rapports d'activité de groupes armés. Les archives du LRA Crisis Tracker comprennent 16 attaques rapportées comme étant LRA dans ces deux préfectures au cours des six premiers mois de 2013 qui n'ont pas été officiellement incluses dans les totaux d'attaques, d'enlèvements et de meurtres de ce rapport parce que les acteurs de protection n'ont pas été en mesure d'enquêter sur les incidents et confirmer les détails rapportés.

Evolutions des Attaques en Masse de la LRA dans l'Est de la RCA



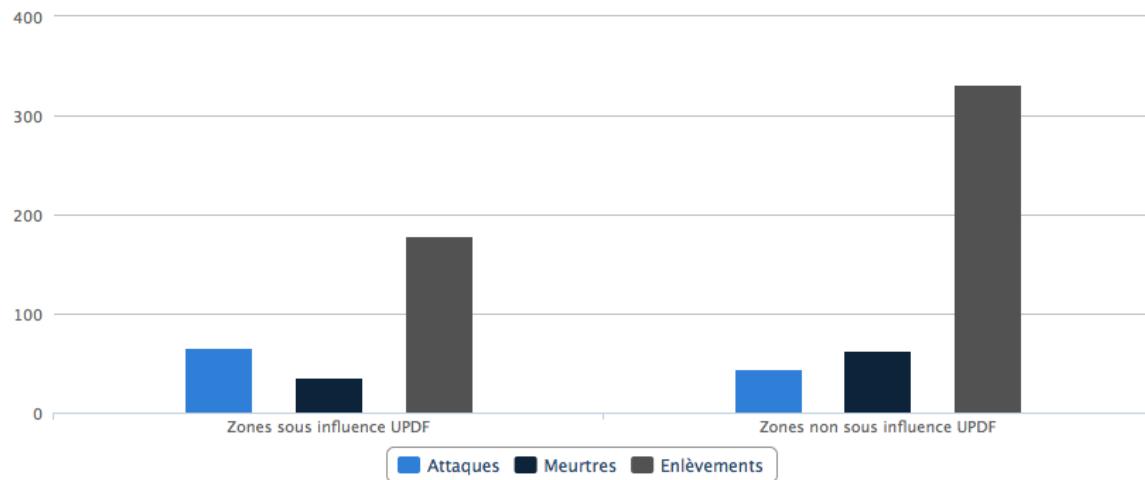
[Note]: Note: Une attaque en masse de la LRA est définie comme une situation où la LRA tue 5 personnes ou plus et / ou enlève 10 personnes ou plus.

La "zone d'influence" de l'UPDF est grossièrement définie comme la zone dans l'est de la RCA qui s'étend à l'est de la route Dembia-Djernah vers la frontière de la RCA avec le Soudan du Sud, où les bases permanentes de l'UPDF sont situées.

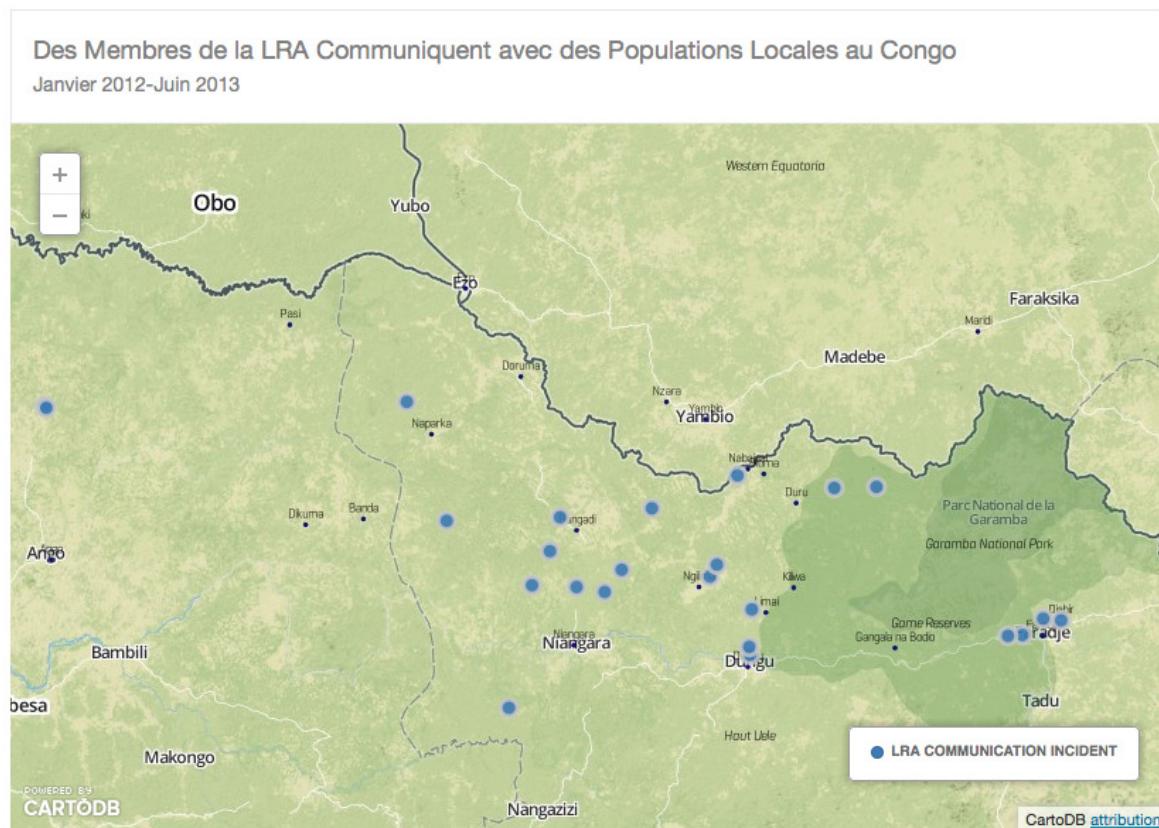
L'insécurité causée par la prolifération des groupes armés dans l'est de la RCA a permis à des groupes de la LRA d'exploiter de vastes étendues de territoire non gouverné. La LRA a commis 25 attaques en RCA au cours des six premiers mois de 2013, tuant 35 personnes et enlevant 112 autres, bien que l'évolution des attaques variait considérablement selon les différentes préfectures. La LRA a commis 11 de ces 25 attaques dans le Haut Mbomou et à la bordure est de la préfecture de Mbomou, là où les troupes ougandaises sont déployées dans plusieurs endroits et ont empêché l'avancée des factions Seleka. Mis à part une attaque dans laquelle les forces LRA ont enlevé 13 chasseurs, ces attaques étaient principalement des raids de pillage à petite échelle sur des agriculteurs ou voyageurs isolés. Cette tendance est en grande partie conforme à la tendance des attaques de la LRA dans les domaines de RCA sous l'influence UPDF en 2012, ce qui suggère que la présence des troupes ougandaises (et américaines) est un élément dissuasif pour les attaques en masse de la LRA.

Dans les régions de la préfecture du Haut Kotto et l'ouest de la préfecture de Mbomou où les troupes américaines et ougandaises ont un accès beaucoup plus limité, les factions Seleka sont déployées dans plusieurs villes, mais offrent peu de sécurité à la population civile. Dans le Haut Kotto, la LRA a commis plusieurs attaques très violentes au cours du premier semestre de 2013 dans lesquelles elle a tué 25 personnes et enlevé 79 autres. Les activités de la LRA ont suivi une tendance similaire en 2012, au cours de laquelle des forces de la LRA ont commis plusieurs attaques éhontées sur des grands villages dans le Haut Kotto et dans l'ouest de Mbomou, hors de l'influence militaire ougandaise, enlevant plus de 110 personnes et pillant de grandes quantités de nourriture et de fournitures. Dans l'ensemble, 85% des attaques en masse de la LRA en RCA entre janvier 2012 et juin 2013 ont eu lieu dans des zones non sous influence UPDF et la LRA a enlevé près du triple du nombre de personnes par attaque à l'extérieur de la zone d'influence UPDF (6.0) que dans les zones sous influence UPDF (2.2).

Tendances dans l'activité de la LRA dans l'est de la RCA
Janvier 2011-Juin 2013



Des Membres de la LRA Communiquent avec des Populations Locales au Congo

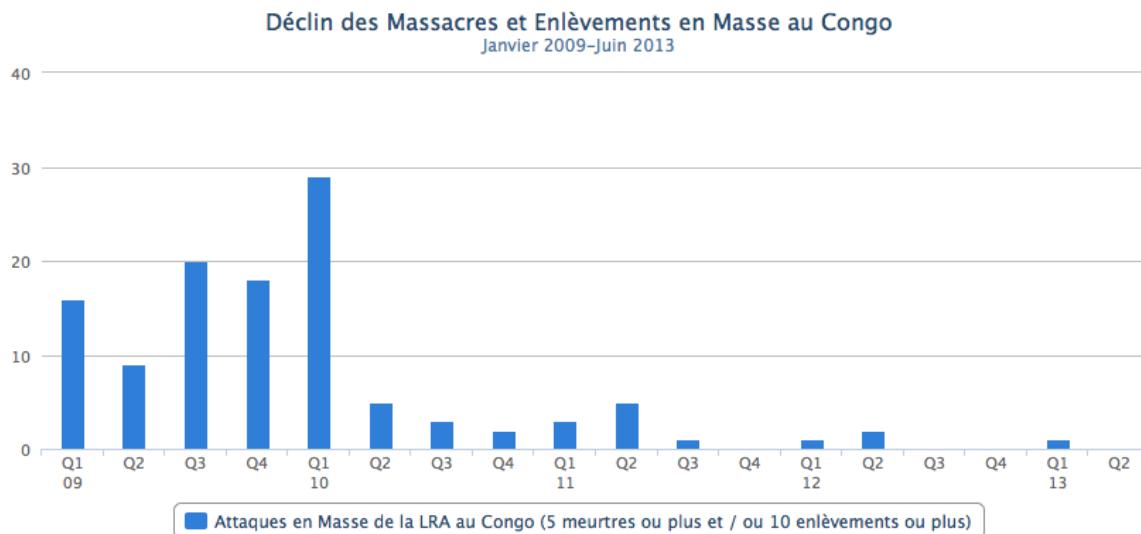


Bien que la LRA est largement perçue comme un groupe isolé et insulaire, les forces de la LRA essaient souvent d'envoyer des messages aux communautés locales, souvent par l'intermédiaire de personnes qu'elles rencontrent au cours d'attaques ou des personnes enlevées qu'elles relâchent. Une analyse du Crisis Tracker sur les interactions entre les groupes de la LRA au Congo et des civils locaux entre janvier 2012 et juin 2013 a trouvé au moins 24 de ces messages, dont 9 dans lesquels les membres de la LRA ont écrit des lettres. Dans 6 communications, les forces de la LRA ont demandé à ce que les civils informent les communautés locales de s'abstenir d'interférer avec la LRA ou de coopérer avec les forces militaires. Toutefois, dans plusieurs autres communications, les forces LRA ont cherché à rassurer les civils qu'ils ne voulaient plus tuer des personnes.

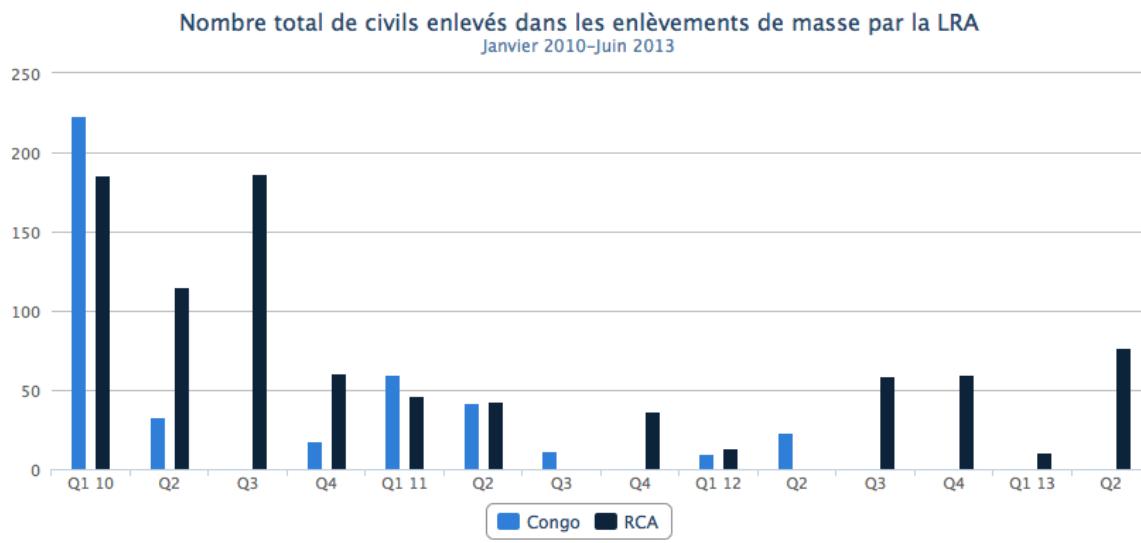
Dans 9 incidents, des membres de la LRA ont exprimé le désir de faire défection du groupe rebelle, demandant parfois de l'aide de la part des civils pour faire cela. Dans plusieurs cas, comme pendant une série d'incidents près de Faradje en avril et mai 2013, les communications LRA étaient regroupées dans une zone définie durant un court laps de temps, ce qui indique que des combattants de la LRA ont fait des tentatives répétées de défection.

Ces tentatives de communication reflètent probablement un haut niveau de désillusion au sein des groupes de la LRA au Congo. Des données récentes suggèrent que les groupes de la LRA au Congo sont de plus en plus isolés des hauts commandants LRA opérant en République Centrafricaine et dans l'enclave du Kafia Kingi, et opèrent en des groupes nettement plus faibles et plus petits. Cependant, un seul combattant ougandais de la LRA a fait défection de la LRA au cours des six premiers mois de 2013, ce qui indique que les membres de la LRA font encore face à des obstacles importants pour réussir à faire défection.

Baisse des attaques en masse de la LRA au Congo



Alors que la capacité de combat de la LRA au Congo a diminué et qu'elle est devenue plus averse aux risques de commettre des meurtres ou enlèvements de masse très médiatisés, le nombre d'attaques en masse de la LRA au Congo a constamment diminué, allant de 63 en 2009 à une seule dans le premier six mois de 2013 (voir graphique ci-dessus). Les tendances d'attaques LRA ont évolué pour inclure principalement des raids de pillage à petite échelle dans lesquels quelques, ou aucune, personnes ne sont enlevées ou tuées- les forces de la LRA n'ont pas tué ou enlevé de civils dans près de la moitié de leurs 65 attaques au Congo de janvier 2012 à juin 2013. Les attaques en masse de la LRA au Congo ont diminué plus rapidement que celles en RCA, où les enlèvements en masse ont persisté au cours des dernières années (voir graphique ci-dessous).



[note]: Un enlèvement en masse est un dans lequel les forces de la LRA enlèvent 10 personnes ou plus en une seule attaque.

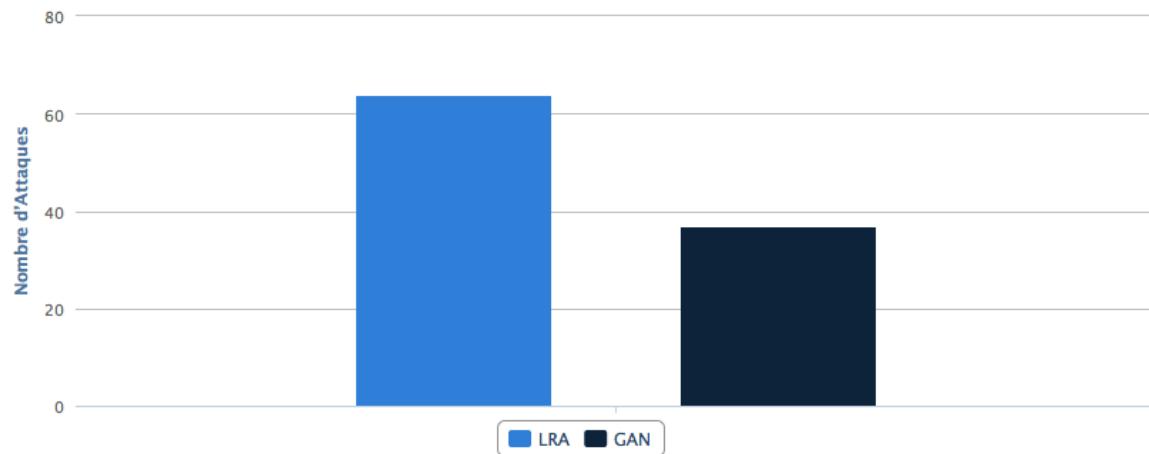


La réduction dans les enlèvements et meurtres en masse par la LRA en faveur de pillages à petite échelle a rendu plus difficile pour les acteurs de protection de distinguer les raids LRA contre des attaques commises par des bandits, des soldats congolais voyous, des braconniers et d'autres groupes armés. Par conséquent, les activités de la LRA contribuent à une dynamique plus large d'insécurité dans le Haut-Uélé et Bas Uélé qui va probablement persister sous une certaine forme, même si la LRA devrait mettre fin à ses attaques là-bas. Par exemple, les soldats congolais ont commis un certain nombre de violations des droits humains contre des civils au cours des six premiers mois de 2013, et ont même affronté les gardes du parc dans le Parc National de la Garamba durant un incident.

Dans les zones touchées par la LRA au Congo, au cours des six premiers mois de 2013, le ratio des attaques de la LRA à celles dans lesquelles le groupe armé était non identifié (signifiant que l'auteur pourrait être la LRA, des bandits, des braconniers, des soldats congolais voyous, ou d'autres groupes armés) était d'environ 64 à 37, par rapport à 223 à 86 en 2012.

Attaques de la LRA vs. Groupe Armé Non-identifié (GAN) dans les zones touchées par la LRA du Congo

Janvier – Juin 2013



LRA Crisis Tracker Methodology

1. Collecte des données

Sources:

- Réseau des antennes de radio HF en République démocratique du Congo et en RCA
- Les civils signalent des incidents aux opérateurs de l'antenne-radio HF
- Plus de 30 opérateurs radio HF appellent le point de référence à Dungu deux fois par jour pour signaler des éventuelles activités de groupes armés
- Les incidents observés sont inserés dans des formulaires adaptés puis sont envoyés vers des codeurs de données
- Rapports des Nations-Unies et des ONG
- Sources médiatiques et de presse
- Contacts avec la société civile au sein des communautés locales
- Sources gouvernementales
- Études sur le terrain conduites par le personnel de Resolve et Invisible Children

Etendue couverte par ces sources: les membres de l'équipe chargée du maintien de la base de données du Moniteur de la crise de la LRA font tous les efforts possibles pour obtenir des données en provenance de toutes les régions affectées par la rébellion de la LRA. Comme les régions touchées sont souvent d'un accès difficile, l'infrastructure disponible pour récolter des données est souvent inégale d'une région géographique à une autre, et les données insérées dans la base de données sont souvent de meilleure qualité dans les zones où les ONG et les agences de presse sont plus actives. La base de données du Moniteur de la crise de la LRA ne prétend pas présenter un tableau exhaustif de tous les incidents commis par la LRA ou en relation avec elle dans la région, mais les membres de l'équipe font tous les efforts possibles pour acquérir des données en provenance des zones difficile d'accès.

Remarque: La plupart des systèmes de collecte d'information se trouvent au Congo, ce qui conduit à un montant disproportionné de rapports sur la LRA au Congo. Dans les deux mois à venir Invisible Children et CRS, financés par l'USAID, vont développer les systèmes de collecte d'information en RCA, dans l'espérance d'améliorer l'accès à l'information dans la région.

2. Encodage des données

Encodage dans la base de données : les rapports d'informations sont partagés entre les membres d'une équipe d'encodeurs issus d'Invisible Children et de Resolve. Les encodeurs déterminent si la source est fiable ou pas (voir section 4.2.B du code de chiffrement « Déterminer la fiabilité de la source »). Avant qu'un incident ne soit encodé, l'encodeur lit les informations sur d'autres incidents apparus durant le même laps de temps, et vérifie s'il n'y a pas de doublons.

Indice de fiabilité : après qu'un incident ait été catégorisé, chaque incident se voit doté d'un indice de fiabilité, qui évalue le degré de confiance de l'équipe dans les détails de la donnée relatée. On donne à chaque incident un ratio allant de 1 à 5, 1 signifiant le moins fiable et 5 le plus fiable. L'indice est basé sur le sérieux de la source, la confiance en l'identité des protagonistes impliqués dans l'incident, et le degré de détail fourni dans le rapport. Un indice de fiabilité allant de 2 à 5 est considéré comme suffisamment vérifié pour être annoncé au public, ces données sont donc incluses dans les statistiques et les analyses (code de chiffrement section 4.2.A).

Indice de fiabilité quant à l'auteur des faits : pour distinguer les attaques de la LRA des attaques des autres groupes armés, le code de chiffrement du Moniteur de la Crise dispose d'une liste d'indicateurs montrant si on a affaire ou non à la LRA. Si après avoir vérifié les indicateurs et autres preuves disponibles, l'encodeur détermine que le protagoniste d'une attaque est vraisemblablement la LRA, il donne à l'incident un Indice de fiabilité protagoniste LRA, « bas », « moyen » ou « élevé », pour mesurer la probabilité que le protagoniste soit effectivement la LRA (code de chiffrement section 4.2.C). Si l'encodeur, après avoir vérifié un incident, pense que la LRA n'était pas impliquée et que le protagoniste est inconnu, le protagoniste est indiqué comme « groupe armé » et l'incident n'est pas consigné.

3. Révision des données

Vérification initiale : chaque rapport est contrôlé par un second encodeur de données pour repérer les éventuelles erreurs humaines et les doublons. Les encodeurs recherchent des incidents dont les détails sont semblables et qui se trouvent généralement proches dans le temps et dans l'espace. Ces incidents font alors l'objet d'une enquête pour s'assurer qu'il ne s'agit pas de doublons.

Révision par des experts: le personnel d'Invisible Children et de Resolve ayant une expérience de terrain révise les incidents sensibles immédiatement, et tous les incidents une fois par trimestre. Si le membre du personnel sent qu'un incident a été mal interprété, il corrige le rapport de l'incident et, au besoin, le sort des statistiques. Des experts externes régionaux et de la LRA sont consultés au besoin.

4. Consignation des données et partage

Consignation des données : après qu'un incident ait été encodé et approuvé à être consigné, il apparaît sur le site web du Moniteur de la crise de la LRA. Seuls des incidents impliquant la LRA ou des personnes auparavant enlevées par la LRA et dotés d'un indice de fiabilité de 2 ou plus sont consignés.

Sensibilité des données : les informations sensibles comme les sources spécifiques de données, les informations relatives aux forces de sécurité et les informations personnelles des personnes mineures ne sont pas partagées avec le public.

Partage des données : les données sont régulièrement envoyées aux agences des Nations-Unies et aux organisations humanitaires à des fins de comparaison et de collaboration.

5. Restructuration des données

Comme la base de données grossit et que les outils sont mis à jour pour refléter les meilleures pratiques, les encodeurs révisent et remanient les données existantes au besoin.

Avec la mise en place du Réseau de radiophonies HF et de mécanismes d'informations améliorés dans la région, les rapports d'incidents sont devenus plus détaillés et la base de données a été adaptée pour refléter cet état de fait. Des champs de données comprenant des informations sur l'âge et le genre des victimes et sur la nature des biens pillés, ont été ajoutés depuis que la base a été démarrée. Les encodeurs révisent périodiquement tous les incidents et rapports pour y ajouter les nouveaux détails.

6. Analyse des données et compte-rendu

Le personnel du Moniteur de la crise analyse les données pour y déceler des tendances et des schémas dans les activités de la LRA. Par exemple, les encodeurs cherchent des tendances en matière d'âge et de genre des personnes enlevées, de recrutement net (nombre total de personnes enlevées moins le total des rapatriés), et de recrudescence de certains types d'attaques. Ils cherchent aussi de nouveaux tendances dans les activités de la LRA. Les encodeurs analysent aussi des zones et provinces spécifiques pour y déceler des variations (à la hausse ou à la baisse) en nombre et type d'attaques. Après que l'analyse ait été achevée et révisée, elle est publiée dans divers rapports du Moniteur de la crise.

Définitions

Attaque:

Un incident est considéré comme une « attaque » dans le rapport si l'activité de la LRA a pour résultat une des violations suivantes des droits de l'homme : violence entraînant des morts ou des blessures, violence sexuelle ou basée sur le genre des personnes, enlèvement, pillage, ou déplacement de personnes. Pour les définitions détaillées de ces abus en matière de droits de l'homme, merci de consulter la section 4.5 du code de chiffrement du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

Meurtre (personne tuée):

Un incident est considéré comme un « meurtre » si un acte violent a eu pour résultat la mort d'un individu qui n'est pas connu pour son association avec un groupe armé ou les forces de sécurité. Les morts de civils suite à des blessures subies lors d'une attaque sont considérées comme des « meurtres ». Donc, si un civil est tué pendant sa captivité dans un camp de la LRA, sa mort est considérée comme un « meurtre » si elle se produit dans la première semaine de sa capture initiale. Pour une explication détaillée des incidents catégorisés comme « meurtres », merci de consulter la section 4.5.1 du code de chiffrement du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

Enlèvement :

Un incident est considéré comme un « enlèvement » s'il implique une ou plusieurs personnes prises en otage contre leur volonté par la LRA pour quelque période de temps que ce soit, en ce compris des civils qui sont enlevés et libérés, ou qui s'échappent, dans la même journée. Un enlèvement de court terme est caractérisé par une durée de 72 heures ou moins. Cela ne veut pas forcément dire que les enlèvements qui ne sont pas considérés comme « de court terme » sont obligatoirement « de long terme », car il n'y a peut-être pas eu de rapport sur le retour de la personne enlevée. Pour une explication détaillée des incidents classés comme « enlèvements » ou « enlèvements de court terme », merci de consulter la section 4.5.2 du code de chiffrement du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.3.

rapatriés:

Un "rapatrié" est considéré comme quelqu'un qui s'évade, est libéré, est sauvé, ou déserte de sa captivité auprès de la LRA. Il comprend également tous les membres de la LRA qui sont capturés. Pour une explication détaillée des données relatives aux rapatriés, merci de consulter la section 4.5.2 du code de chiffrement du Moniteur de la crise de la LRA, méthodologie de consignation et base de données, version 1.6.

À propos

The Resolve LRA Crisis Initiative

The Resolve LRA Crisis Initiative est une organisation de soutien basée à Washington D.C. qui cherche à sensibiliser les dirigeants politiques américains et internationaux pour prendre les mesures nécessaires afin d'en finir de manière permanente avec la violence de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en Afrique centrale et de permettre aux communautés affectées par les sévices de la LRA d'obtenir réparation. Pour en savoir plus, consultez theResolve.org.

Attn: The Resolve LRA Crisis Initiative
419 7th St. NW
Second Floor
Washington, DC 20002
USA
Téléphone: +1 (202) 596-2517
LRACrisisTracker@theResolve.org

Invisible Children

Invisible Children est une ONG internationale qui s'attelle à assister les communautés dans les régions affectées par les sévices de la LRA en Afrique centrale, en répandant des systèmes d'alerte précoce communautaires, en s'adressant aux déserteurs et transfuges potentiels de la LRA et aux communautés affectées par voie de radio FM, et en réhabilitant des enfants précédemment enlevés. Pour en savoir plus, consultez invisiblechildren.com.

1600 National Ave
San Diego, CA 92113
USA
Téléphone: +1 (619) 562-2799
LRACrisisTracker@invisiblechildren.com

Informations complémentaires

Pour un aperçu en temps réel et en géolocalisation des activités de la LRA, ou pour télécharger les données du Dossier de Sécurité bisannuel, veuillez trouver la carte du Moniteur de la crise de la LRA à l'adresse LRACrisis-Tracker.com.

À propos du Moniteur de la crise de la LRA

Les données publiées dans ce rapport ont été collectées grâce au Moniteur de la crise de la LRA d'Invisible Children et de Resolve, une base de données en géolocalisation (et projet d'information) qui vise à tracer les incidents conflictuels violents dans les zones d'Afrique centrale affectées par l'armée de résistance du seigneur (LRA). Via la publication de rapports réguliers et le partage ouvert des données collectées, le Moniteur de la crise de la LRA cherche à aider à surmonter le déficit actuel en informations fiables et actualisées relatives à la crise de la LRA et à soutenir une politique améliorée et des réponses humanitaires adéquates à la crise.

Afin de renforcer continuellement l'ensemble des données du Moniteur de la crise de la LRA, Resolve et Invisible Children recherchent de nouvelles sources d'informations actuelles ou historiques sur les activités de la LRA. Pour fournir des informations au projet « Moniteur de la crise de la LRA », merci de contacter Resolve à l'adresse LRACrisisTracker@theResolve.org.